

Rivoluzione



N° 03

U ghjurnale di a Manca Naziunale

Cap'articulu

Chjamà à i Clandestini

U 29 di maghju, in Corsica cumè in altrò u No ha vintu. Di stu risultatu ci puvemu ritirà parecchi analisi nant'à a sucietà corsa di u 2005.

Hè una difesta maiò pè a diritta tradiziunale è naziunalista.

I risultati di Porti Vechju traducenu stu fattu puliticu postu chì dui capimachjà di u "IE", Rocca Serra (UMP) è Angelini (PNC), ùn annu miccà avutu a capacità

di mubisilà l'ellettori pè u prugettu

custituziunale di Giscard.

In Corsica subiscemu

di manera oghjinca

e pulitiche liberale :

prezzi alti è

pagà bassa,

servizii publichi

senza mesi,

allughjamentu

inaburdàvule...

In listessu tempu

624 corsi paganu

l'impositi nant'à

e grande fortune.

Hè bella capita

chì a maiò parte

di sti burghesi

si techjanu cù i

settori di u BTP, di

a distribuzione, è di

u Turisimu.

Oghje, indè u nostru

paesu, a frattura di

classa è profunda,

quasi tutti



En 1998, alors que personne ne semblait en mesure d'enrayer une spirale meurtrière occasionnée par la dérive de factions armées, nous lançons un appel à l'autodissolution des divers groupes clandestins.

Parce que l'état de notre société, ne peut qu'inspirer les plus vives inquiétudes, nous renouvelons aujourd'hui cet appel.

LES METHODES
DE PASQUA ONT
TOUJOURS AUTANT
DE SUCCÈS !...

Toutes les conditions sont réunies pour que s'exacerbent des contradictions sociales et politiques, difficilement contenues par les artifices de ce gouvernement. Diverses

formes de violence soumettent déjà la Corse à une insupportable mise sous tutelle.

Dès lors, est-il conforme à la défense des intérêts populaires, que de confisquer la colère, l'indignation et l'exaspération, générées par des politiques libérales à des fins qui ne remettent rien en cause du système en place ?

N'est-on pas en droit de s'indigner lorsque des personnes totalement étrangères et innocentes aux maux qui frappent notre pays, sont prises pour cible avec des méthodes, propos et mises en scène directement empruntés au mouvement national ? Et ce ne sont pas là les seules préoccupations qui doivent collectivement nous interpeller. Avec insistance, des rumeurs non démenties à ce jour, attestent de la recherche d'interlocuteurs conformes à ces exigences, par un pouvoir central qui sait pouvoir compter sur des sympathies idéologiques allant largement au-delà de sa majorité « naturelle ».

Ne doit-on pas redouter dès lors, la résurgence d'une stratégie de la tension ?



F.F.

» travagliatori di u privatu è di u publicu sò à capu in ghjò è si parlà torna una volta d'esiliu di a ghjuventù. A Vittoria di u No in Corsica participa dunque à un movimentu generale di rivolta contr'à una situazione economica è suciale viulenta, chì u populu ùn accetta più.

Sapemu bè in Corsica chì senza a liberta ùn hè miccà pussibile di fà à nullà. Oghje in Francia, malgaru trè voti pupulari chjari, u puteru di Chirac è sempre in piazza. Vulè di chì u populu francese dinnò ùn hè più maestru di u so destinu. Hè una vera crisa pulitica, a più grava dipoi luntanu. Stu Puteru legale ùn hà miccà legittimita in Francia, è, bel intesu, indè a nostra terra sempre occupata.

U Governu Villepin è u MEDEF s'appuntannu à rimette in causa l'ultimu aquistu suciale, u codice di u Travagliu, fruttu di l'aquisti storici di i travagliatori.

Toccà à i corsi d'esse pronti à sustene tutte e mubilisazione chì andarannu indè u sensu di a difesa di i diritti i più elementari di i populi. U tempu di i signori ùn pò più esse, ùn deve mai più esse indè a terra di u cumunu.



» Comme ce fut le cas au moment du plan de décentralisation porté par les ministres Raffarin et Sarkozy, il nous est donné à constater le soutien direct, public et appuyé, accordé par des directions de structures issues du mouvement nationaliste. La dernière consultation portant sur un projet de constitution en a été de nouveau l'occasion. Ces choix opérés, au nom des intérêts du Peuple Corse, ne sont pas le seul fait de mouvements publics. Les mêmes phénomènes et contradictions majeures se retrouvent au niveau de la mouvance clandestine. Cette inféodation à un système économique et politique de nature clairement libérale date de plusieurs décennies. Elle est aujourd'hui complètement assumée. Or cette affirmation est totalement à l'opposé politique de textes « historiques » qui sont toujours censés justifier l'existence et les actions de structures nationalistes, sur la base du droit à l'autodétermination et d'un projet de société de nature socialisante.

Accepter cette situation reviendrait à condamner le peuple Corse à effectuer un choix entre un populisme réactionnaire ou une régionalisation d'essence libérale.

Le mouvement national n'est donc plus porteur dans son ensemble, d'un projet novateur expurgé des pratiques du clan et tournant le dos à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si nous voulons que demeure et prospère l'espoir en une Corse libre, sociale et démocratique, alors engageons nous sur une autre voie.

L'autodissolution des groupes clandestins devrait donc logiquement donner le signal d'un sursaut salvateur, car aucune lutte ne peut se revendiquer de la défense d'un peuple sans que celui-ci n'ait la maîtrise intégrale et incontestable des moyens et des philosophies que sa représentation légitime doit mettre en œuvre.

C'est à cet effet que nous proposons l'investissement massif de tous les militants sur le terrain des luttes publiques, où les sujets ne manquent pas. En parallèle devrait s'amorcer, une dynamique de mise en place d'une véritable Assemblée Nationale Populaire ayant pour mandat d'engager un processus constituant, seul à même de fixer les règles du jeu politique. Cette constituante doit être le résultat d'une large consultation, bien au-delà des partis politiques. Les remises en cause ne sont pas choses aisées, mais elles peuvent témoigner d'un sens réel des responsabilités et d'une indéniable pulsion de vie.

Amnésiques s'abstenir !

L'électeur de la liste « Unione » doit avoir le tournis. En effet. Les élus nationalistes ne semblent absolument pas se soucier des opinions exprimées par leur électorat. La diatribe, proférée à l'encontre de Santini et Rocca Serra par le conseiller nationaliste libéral, J-C Angelini, en atteste. Ainsi, la majorité de droite, est vertement fâncée par un, désormais « opposant ». Il n'en était pas de même quand les droites françaises et autonomistes s'appliquaient à faire voter en faveur d'un projet de constitution nettement pro capitaliste. Et il n'en était pas de mise lors de l'intronisation de l'actuelle majorité laquelle pu bénéficier alors, des voix nationalistes. La lèpre claniste qui ne finit pas de ronger notre pays produit depuis des siècles ses contingents de serviteurs. Renouveler les hommes et toiletter le système ne servirait donc à rien. Par contre, en temps de véritable démocratie, le peuple souverain pourrait révoquer ses représentants.

AIACCIU : DU RIFIPI SUR LES PLAGES ?

S'il est des lieux chers aux Ajacciens, le « Scudo » compte parmi ceux-là. Au point que feu Tino Rossi y fit édifier sa demeure, très précisément dans une pinède où jadis se déroulait, au moment des fêtes de Pâques, la traditionnelle « merendella ». En ces temps, les règles très souples de l'urbanisme et une municipalité bonapartiste malmenèrent quelque peu l'environnement et le cadastre. Mais bon en mal an, les choses se tassèrent, pour le plus grand profit des voyageurs et des restaurateurs, escomptant tous sur les retombées occasionnées par la présence et le voisinage d'un chanteur de charme, alors mondialement célèbre.

Depuis beaucoup de ciment a coulé sur le sable. De très confortables bâtisses délimitent farouchement un accès au domaine maritime pourtant public, depuis longtemps privatisé. La journée, matelas, jet-skis et pailotes organisent les loisirs des baigneurs. La nuit venue, il est possible de se restaurer les pieds dans l'eau au son de musiques exotiques. Pour les plus frileux, l'autre côté de la route offre d'autres possibilités culinaires et festives. Sans omettre toutefois les constructions variées et toujours plus audacieuses, qui de la plage aux contreforts montagneux, témoignent du bel esprit d'entreprise, propre à une poignée de « professionnels » du bâtiment.



Un système d'économie informelle, largement basé sur le marché des locations estivales et l'extrême mansuétude des pouvoirs publics auraient pu conférer à ces lieux le qualificatif de paradis.

Mais voilà, depuis quelques temps, l'odeur de la cordite y supplante les effluves d'ambre solaire.

Des riverains évoquent avec insistance le climat pesant qui s'instaure. Aux incendies volontaires et aux explosions serait venu s'ajouter le fracas des armes.

Comme toujours la rumeur surgit là où l'opacité médiatique tente de priver le corse lambda de son droit de regard. Les faits sont pourtant têtus : notre société est directement menacée par la présence de bandes de malfrats qui prétendent à une main mise sur l'économie. Des sommes importantes transitent sans contrôle et ce ne sont pas les ridicules moyens du « pôle » financier qui peuvent offrir un peu de lisibilité. Les politiques sont muets. Certains savent et se taisent, par peur et d'autres qui n'ignorent rien collaborent, profitent et contrôlent. Cette main de fer qui resserre chaque jour un peu plus son étoupe aurait-elle une autre fonction ?

Le rêve de la vieille puissance tutélaire ne serait-il pas de réduire l'indigène à une soumission si possible définitive ?

La gestion de certaines formes de violence et de corruption y trouverait dès lors un début d'explication.

La pieuvre, elle, s'émancipe.

Santé : un droit remis en cause.

L'Organisation Mondiale du Commerce a fixé le cap, la privatisation de la Santé. Du coup la notion même de « Santé Publique » est remise en cause sur l'autel du vaste marché des soins et des médicaments.

L'heure est donc au démantèlement de services publics vitaux dans une logique de rentabilité, et cela se traduit déjà à travers le plan hôpital 2007 et la réforme de la sécurité sociale à venir.

Dans l'hôpital version libérale, chaque "client" sera soumis au modèle de gestion T2A (Tarification à l'activité) qui induira de facto une logique d'entreprise privée. Au niveau des "cadres" de la santé, le plan de carrière dépendra de la capacité à trier les patients rentables ou pas, car plus la gestion sera rigoureuse, meilleure sera la note de l'établissement de santé.

Du côté de la Sécurité Sociale, depuis fin 2003, la notion de « Périmètre de soins remboursables » fait son chemin. Il ne s'agit pas seulement d'exclure des soins et des médicaments de tout remboursement, comme c'est déjà le cas, mais de délimiter des plafonnements de prise en charge au delà desquels il y aura facturation à l'assuré (jours d'hospitalisation par exemple).

Dans cette logique de rentabilité de la santé, seuls celles et ceux qui pourront se payer une couverture complémentaire de plus en plus chère, pourront être mieux soignées.

Quelle que soit la situation politique dans notre pays, les patriotes de gauche considéreront toujours le droit à la Santé et la Protection Sociale comme des droits imprescriptibles du peuple corse.



Grands Mots ou Gros Mots ?

U LEVANTE, ABCDE

Que les femmes et les hommes qui animent ces associations de défense de notre environnement et de nos espaces collectifs soient remerciés et encouragés pour leur inlassable et désintéressé combat public.

SUSTEGNU SOUTIEN

Sceccu (Chèque) - " Mr Federzoni"
Dominique Giacomoni
Rés. Savreux Bat B1
Chemin du Lorettu
20 090 AIACCIU

D'un contu à l'altru (Virement)
Mr Frédéric Federzoni
Crédit Agricole / CRCAM de Corse
Banque Guichet Compte Clée
12006 00011 73002024360 63

" AMIS DE LA CORSE "

Ne plus dire « amis de la Corse » mais colons, pour la liste de personnalités qui suit (motifs de classification précisés dans les parenthèses)

Guy Bedos : Humoriste richissime de gôche (Construction illégale d'une piscine et d'un local au bord de mer sur la commune de Calvi)

Jean Reno : Acteur richissime très proche d'un ami de Sarkosy (tentative de fausse déclaration pour un permis de construire sur la commune de Bunifaziu avec la complicité du maire , Ati Lantieri).

Jacques Dutronc : Chanteur (hommages répétés aux traîneurs de sabres de la Légion étrangère dans l'enceinte du camp Raffali d'ou partent les expéditions coloniales en Afrique).

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG